

Alimentation des animaux de ferme

Je voudrais également mentionner que nous ne devrions pas subventionner tout ce que nous pouvons produire au Canada. Lorsque le comité de l'agriculture a été saisi du bill il y a quelques semaines, j'ai essayé d'expliquer mon point de vue. Quelqu'un a dit: «Pourquoi la province de Terre-Neuve ne pourrait-elle pas se lancer dans l'élevage bovin?» Eh bien, elle pourrait toujours le faire à condition que ce soit à un coût raisonnable. Mais le simple fait que le reste du pays se livre à l'élevage de bovins n'est pas une raison suffisante pour justifier la présence d'une telle activité à Terre-Neuve, si cette province ne possède pas les ressources ou le territoire voulus. J'ai signalé que le Manitoba ne se livrait pas à la pêche hauturière, mais que ce n'était pas une raison pour que la province essaie de se lancer dans cette activité.

Si elles sont accordées de façon à favoriser la production dans des régions moins propices que les régions traditionnelles, les subventions peuvent en définitive nuire à notre capacité globale de produire. Cela voudrait dire que nous aurions moins de richesses à partager. Je le répète, nous devrions considérer ce bill non seulement comme une mesure visant à aider les Territoires du Nord-Ouest à établir un secteur d'élevage du bétail fondé sur la culture de graines fourragères, mais plutôt comme un moyen d'aider l'ensemble de ce secteur à devenir autonome.

Je voudrais me reporter à un discours qu'a prononcé le ministre de l'Agriculture (M. Whelan) devant l'Association des éleveurs de bétail de la Colombie-Britannique le 23 mai dernier. Je dois reconnaître que je suis d'accord sur ce qu'il a dit—cela nous arrive parfois, d'autres fois non. Il a dit ceci au sujet des programmes de stabilisation:

La Colombie-Britannique est une province riche qui tire des recettes de nombreux secteurs mis à part l'agriculture. La Colombie-Britannique est actuellement en train de stabiliser sa production agricole et les revenus des agriculteurs à des niveaux que les provinces les moins riches ne pourraient tout simplement pas se permettre. Quand viendront les temps difficiles les agriculteurs de la Colombie-Britannique pourront survivre et même finir par conquérir des marchés perdus par les agriculteurs de provinces moins prospères.

Tout à l'heure il a dit quelque chose que l'on aurait à mon avis pu dire en guise de préambule à la citation que je viens de rappeler. Il a proposé une solution à ce que je considère quant à moi comme un problème qui prend de plus en plus d'ampleur. Il a dit qu'il restait convaincu de la nécessité d'harmoniser les programmes de gestion des stocks partout au Canada et que cette politique était essentielle à l'avenir de toutes les familles agricoles du pays.

● (2110)

Je pense qu'il importe de rappeler ces deux points car quand nous subventionnons le transport des grains fourragers vers l'extérieur des Prairies, cela veut dire qu'en même temps que nous subventionnons le transport des grains, nous portons préjudice à notre industrie de l'élevage. Le bétail qui sera élevé ailleurs grâce à cette subvention, pourrait l'être dans les Prairies, et avec beaucoup plus de facilité que dans le Nord; en versant des subventions, nous nuisons à la production dans les Prairies, en supprimant des emplois et en diminuant le revenu des producteurs, et je soutiens que c'est dans les Prairies que l'on peut le plus facilement élever et engraisser du bétail.

Cela nous rappelle d'une certaine manière ce qui se passe présentement dans l'ouest du Canada à cause de la sécheresse. On peut s'attendre à ce qu'il y ait de graves pénuries d'aliments pour animaux. Il se peut que les éleveurs de l'Ouest

aient besoin d'être aidés de toute urgence, et si nous sommes en train de subventionner et d'encourager le transport des grains fourragers vers l'extérieur des Prairies et de nuire ainsi à l'élevage du bétail, je pense que nous pourrions régler le problème en faisant en sorte que l'élevage se fasse là où on l'a fait très aisément par le passé. C'est une perspective qu'il conviendrait d'examiner.

Le ministre a signalé que la Colombie-Britannique ne devait pas sa richesse à l'agriculture et je dois le reconnaître. Quand on jette un coup d'œil sur le rapport annuel de l'Office canadien des provendes, organisme chargé d'administrer l'aide au transport des provendes, on constate que la Colombie-Britannique a reçu 4.5 millions au titre de ce programme, soit plus que toute autre province ou région du Canada. Cela me paraît contredire les efforts que nous faisons en vue de supprimer les inégalités régionales. Alors que le gouvernement fédéral subventionne le transport des grains vers la Colombie-Britannique, le gouvernement de cette province, et c'est l'avis du ministre, administre un programme très coûteux et très efficace de stabilisation de la production agricole.

A mon avis, voilà un problème sur lequel devrait se pencher un gouvernement fédéral fort, et pour avoir un gouvernement fédéral fort, voilà un des secteurs à étudier. La question est aussi pressante pour les gens de l'Ouest que certaines des doléances des Québécois.

Quand nous parlons de surenchère, nous entendons simplement que tous les programmes de stabilisation relevant du gouvernement fédéral sont dans la plupart des cas administrés également d'un bout à l'autre du pays. Voilà qui assure un niveau uniforme de stabilisation pour les provinces. Toutefois, il s'agit de provinces comme la Colombie-Britannique et dans certains cas, je crois, comme le Québec. Si en plus de ces subventions de base qu'accorde le gouvernement fédéral, les provinces peuvent offrir elles aussi des stimulants et des incitations à la production dans le cadre d'un programme provincial de stabilisation, les aspects traditionnels de la production sont encore plus altérés. Le problème me paraît fort grave au Canada, et comme il prend de l'ampleur, il convient de nous y arrêter.

L'Office canadien des provendes, je le répète, est l'organisme chargé d'administrer les subventions au transport du grain de provende. Plusieurs de mes électeurs se sont plaints à moi du fait que l'Office peut fixer le prix des provendes si haut que les éleveurs des Prairies ne peuvent plus en acheter. En fait, il n'y a pas longtemps, les éleveurs de l'Est payaient le même prix pour les provendes des Prairies que les éleveurs de l'Ouest. Voilà une situation que nous avons beaucoup de mal à accepter. Le secteur de l'élevage doit être sain.

Les éleveurs de l'ouest du Canada ont toujours acheté près de la moitié du grain cultivé dans ma région, et si nous devons subventionner le transport de ce grain hors des régions où il est produit, le secteur de l'élevage dans l'Ouest en sera désavantagé. Cela nuit non seulement au pays, mais également au maintien d'une économie stable et saine dans l'Ouest. Je le répète, le secret d'une économie stable, à mon avis, réside dans la diversification de l'économie, et cela signifie que si le secteur de l'élevage est sain, il peut absorber la production excédentaire en périodes de bonnes récoltes. En subventionnant le transport du grain de provende à l'extérieur des régions de